



Précis Dalloz

# communautés européennes

Louis Cartou

Sixième édition



DALLOZ

PRÉCIS DALLOZ

petits codes dalloz

ABREVIATIONS

# COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Louis CARTOU

Professeur à la Faculté de Droit  
de l'Université de Paris V - René Descartes

I 2783  $\frac{1}{3}$

Dr 20 (M<sup>3</sup>)

Sixième édition



DALLOZ

11, rue Soufflot, 75240 PARIS Cedex 05

1979

## TABLE DES MATIÈRES

## INTRODUCTION

## CHAPITRE I

## L'EUROPE POSSIBLE. LA TRADITION EUROPÉENNE

## Section I

## Les sources de la tradition européenne

1. Plan .....	3
---------------	---

## I. — Rome et les sources de la tradition européenne

2. Les deux sources de la tradition : humanisme païen et christianisme .....	4
3. Richesse et complexité de la tradition européenne .....	5

## II. — La transmission de l'héritage antique

4. L'héritage de l'Antiquité .....	6
5. La transmission .....	7

## III. — Le cadre géographique

6. L'Europe occidentale .....	8
-------------------------------	---

## Section II

## L'Europe du Moyen Age et des Temps modernes : communauté de civilisation, division politique

7. Généralités, caractères permanents de l'Europe .....	9
---	---

## I. — L'Europe médiévale : communauté de civilisation, division politique

## A. — La civilisation commune du Moyen Age

1° L'homme du Moyen Age .....	11
8. Le roi chrétien .....	12
9. Le chevalier .....	12
10. L'homme du peuple .....	12

2° La Chrétienté .....	14
11. La Chrétienté .....	14
12. Les formes de l'unité européenne .....	15

## B. — La division politique de l'Europe au Moyen Age

13. Le principe unitaire du Moyen Age oppose le Pape et l'Empereur .....	16
14. La doctrine pontificale de l'unité .....	16
15. La doctrine impériale de l'unité .....	17
16. Le conflit du Pape et de l'Empereur .....	17

## II. — L'Europe des Temps modernes : division politique, civilisation moderne

## A. — La division de l'Europe

17. La division politique de l'Europe .....	18
18. Les autres sources de division .....	19

## B. — L'Europe communauté de civilisation

## 1° Les transformations de la pensée européenne à partir de la Renaissance

19. Le fondement nouveau de la civilisation européenne .....	20
--	----

## 2° Le caractère européen de la révolution intellectuelle

20. Le caractère européen de la révolution intellectuelle .....	21
21. La diversité intellectuelle de l'Europe .....	22
22. Les types humains européens .....	22
23. Les effets européens de la révolution intellectuelle .....	23

## Section III

## De l'apogée à la chute de l'Europe (1815-1945)

I. — L'apogée : le XIX<sup>e</sup> siècle

## A. — La division de l'Europe

24. La division .....	25
25. L'équilibre .....	26
26. La puissance : l'apogée de l'Europe .....	27

## B. — La solidarité de l'Europe

27. L'Europe, communauté de civilisation .....	28
28. Les idées européennes au XIX <sup>e</sup> siècle .....	28
29. Les premières formes de coopération européenne organisée .....	28
30. L'Europe se « rétrécit » .....	30

**II. — La chute (1914-1945)**

31. La chute de l'Europe..... 30

**CHAPITRE 2****L'IDÉE EUROPÉENNE A TRAVERS LES SIÈCLES**

32. Plan. Généralités..... 33

**I. — L'Europe des idées générales**

33. L'Europe des idées générales..... 34

**II. — Les projets européens**

34. Les précurseurs..... 35  
 35. Le XVI<sup>e</sup> siècle..... 36  
 36. Le XVII<sup>e</sup> siècle..... 36  
 37. Le XVIII<sup>e</sup> siècle..... 37  
 38. Le XIX<sup>e</sup> siècle (1815-1914)..... 38  
 39. Le XX<sup>e</sup> siècle : idées et mouvements européens..... 39  
 40. Après la seconde guerre mondiale..... 40  
 41. Les deux conceptions opposées de l'Europe..... 41

**CHAPITRE 3****L'EUROPE NÉCESSAIRE****I. — Les fondements économiques de l'unité européenne**

42. La construction européenne. Fondements économiques. 42

**II. — Les compétences économiques sont inséparables de l'action politique**

43. Le lien de l'économie et de la politique est conforme à l'esprit des Traités..... 44  
 44. La logique interdit de dissocier l'économie de la politique. 44  
 45. Dissocier l'économie et la politique est contraire à la réalité du Marché commun..... 44  
 46. Les compétences communautaires sont appelées à s'étendre dans les domaines de la politique générale..... 46

**III. — L'environnement mondial impose l'union de l'Europe**

47. Les intérêts propres à la Communauté dans les relations internationales..... 47  
 48. La situation de l'Europe dans la vie internationale..... 48  
 49. Conclusion. La construction de l'Europe doit répondre aux nécessités du XX<sup>e</sup> siècle..... 50

**CHAPITRE 4****L'EUROPE HÉSITANTE  
LA QUERELLE DE LA SUPRANATIONALITÉ**

50. Le problème institutionnel..... 52  
 51. L'Europe diplomatique..... 53  
 52. L'Europe supranationale : les Communautés..... 53  
 53. La querelle de la supranationalité..... 54

**Conclusion. Plan de l'ouvrage**

54. Le foisonnement des organisations européennes..... 56  
 55. Les Communautés, objet du présent ouvrage. Plan..... 57

**LIVRE I****LE DROIT INSTITUTIONNEL  
COMMUNAUTAIRE****PREMIÈRE PARTIE****GÉNÉRALITÉS HISTORIQUES****CHAPITRE 5****HISTORIQUE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES****I. — Mise en place des Communautés 1958-1969**

56. La C.E.C.A. .... 64  
 57. La C.E.E. .... 65

58. La C.E.E.A. (Euratom).....	67
59. Vers l'unification des Communautés.....	68

## II. — La Communauté et les grandes crises mondiales depuis 1969

60. Le départ du Général de Gaulle et la Conférence de La Haye.....	69
61. L'élargissement des Communautés. L'adhésion de trois nouveaux Etats.....	70
62. Les nouvelles demandes d'adhésion (Grèce, Espagne, Portugal).....	71
63. La Communauté et les grandes crises mondiales.....	71
64. Un effort de relance générale : le rapport Tindemans....	72

## CHAPITRE 6

### STRUCTURE DES COMMUNAUTÉS

#### Section I

##### L'unification économique

65. L'unification économique générale : la C.F.E.....	73
66. L'Euratom.....	74
67. La C.E.C.A.....	74

#### Section II

##### La structure interne des Communautés

68. Statut juridique.....	76
69. Les Traités, constitution des Communautés.....	76
70. Les Traités sommet de la hiérarchie des règles de droit..	77

#### Section III

##### La structure externe des Communautés

71. Le territoire des Communautés.....	78
72. Compétences extérieures des Communautés.....	79
73. L'adhésion ouverte aux Etats européens.....	79

#### Section IV

##### Les nouvelles formes de coopération entre les Etats de la C.E.E.

74. L'extension de la coopération entre Etats membres....	80
---	----

## DEUXIÈME PARTIE

### LES INSTITUTIONS POLITIQUES

75. Généralités. Plan.....	83
----------------------------	----

## CHAPITRE 7

### L'ORGANISATION DES POUVOIRS PUBLICS

#### Section I

##### L'unification des institutions

76. L'unification des institutions.....	86
---	----

#### Section II

##### L'Assemblée parlementaire

77. Composition.....	88
78. Compétence. Composition.....	89

#### Section III

##### Le Conseil

#### I — Le Conseil

79. Composition. Compétences.....	90
80. Organisation.....	91
81. Décisions du Conseil. Majorité. Unanimité.....	91

#### II. — Le Comité des Représentants permanents

82. Les représentants permanents des Etats membres.....	93
83. Le Comité des représentants permanents (COREPER). Organisation.....	94
84. Compétences.....	95

**Section IV****La Commission**

85. La Commission unique.....	95
86. Composition. Nature de la Commission.....	96
87. Organisation.....	97
88. Compétences.....	98
89. Commission C.E.E.A.....	100
90. La Haute Autorité.....	100

**CHAPITRE 8****LES RAPPORTS DES POUVOIRS PUBLICS :  
LE FONCTIONNEMENT DES COMMUNAUTÉS****Section I****L'Assemblée et le Conseil**

91. Assemblée et Conseil.....	101
92. La procédure de concertation. Assemblée. Conseil.....	101

**Section II****L'Assemblée et la Commission**

93. La Commission et l'Assemblée.....	102
---------------------------------------	-----

**Section III****Le Conseil et la Commission****I. — Le Conseil et la Commission (C.E.E.-  
C.E.E.A.)**

94. Organisation générale des rapports Conseil-Commission.....	103
95. Les relations Conseil-Commission dans l'élaboration des actes du Conseil.....	105
96. Processus d'élaboration de la décision.....	105
97. La proposition de la Commission.....	106
98. Les consultations.....	107
99. La préparation au sein du Conseil.....	107
100. La décision : le dialogue Conseil-Commission.....	108
101. Valeur politique des rapports du Conseil et de la Commission.....	108

**II. — Le Conseil et la Commission (C.E.C.A.)**

102. Les rapports du Conseil et de la Commission (substitués à la Haute Autorité).....	110
--	-----

**CHAPITRE 9****LA FONCTION CONSULTATIVE  
ET L'ADMINISTRATION****Section I****La fonction consultative**

103. La fonction consultative.....	112
------------------------------------	-----

**I. — Les organes politiques de consultation**

104. Le Comité économique et social.....	113
105. Le Comité consultatif C.E.C.A.....	113

**II. — Les organes consultatifs spécialisés**

106. Groupes et comités consultatifs, généralités.....	114
107. Groupes et Comités assistant la Commission.....	115
108. Groupes et Comités assistant le Conseil.....	115
109. Groupes mixtes.....	116

**Section II****L'administration**

110. Fonctionnaires et agents des Communautés.....	116
--	-----

**CHAPITRE 10****LES MÉCANISMES DE COOPÉRATION  
NON PRÉVUS PAR LES TRAITÉS****Section I****L'accord franco-allemand**

111. Généralités. Objet de l'accord. Le préambule allemand.....	117
112. Organisation.....	118
113. Le programme.....	119

## Section II

## La coopération politique entre les Neuf

114. Généralités. Les deux rapports sur la coopération politique ..... 120  
 115. Objet et principe de la coopération politique ..... 120  
 116. L'organisation ..... 121

## Section III

## Des « Sommets » aux « Conseils européens »

117. Les conférences au sommet ..... 122  
 118. Les « Conseils européens » ..... 124

## TROISIÈME PARTIE

LE SYSTÈME JURIDIQUE  
COMMUNAUTAIRE

119. Plan ..... 129

## CHAPITRE 11

LES SOURCES DU DROIT  
LA HIÉRARCHIE DES RÈGLES DE DROIT

120. Généralités. Les Communautés paradoxe juridique ..... 130

## Section I

## Les sources fondamentales

## I. — Les traités européens

121. Les traités et protocoles ..... 132  
 122. Les périodes de transition ..... 133  
 123. La révision des Traités C.E.E. ou Euratom ..... 133  
 124. La révision du Traité C.E.C.A. .... 134  
 125. Les lacunes d'un traité comblées par les dispositions d'un autre traité ..... 135

## II. — Les conventions entre Etats-membres

126. Les accords prévus par les Traités ..... 135  
 127. Les accords des représentants des Etats-membres réunis au sein du Conseil ..... 136  
 128. Autres accords ..... 136

## Section II

## Les sources secondaires

## I. — Les actes administratifs

## A. — Actes C.E.E.-Euratom.

129. Les diverses catégories ..... 137  
 130. Les actes juridiques obligatoires ..... 138  
 131. Formes. Effets ..... 138

## B. — Les Actes C.E.C.A.

132. Décisions. Recommandations C.E.C.A. .... 139

## II. — La jurisprudence

133. La jurisprudence ..... 140

## CHAPITRE 12

## L'OBJET DU DROIT COMMUNAUTAIRE

134. Généralités. Plan ..... 141

## Section I

## Les objectifs du droit communautaire

135. Objectifs ..... 141

## Section II

## Le contenu du droit communautaire

136. Le droit communautaire, droit interne ..... 143

## I. — Le droit communautaire, cadre des libertés économiques

137. La définition et l'organisation des libertés économiques .. 144  
 138. La police des libertés communes ..... 141

## II. — Le droit communautaire, fondement des politiques communes

139. Les politiques communes.....	145
-----------------------------------	-----

### CHAPITRE 13

#### L'EFFICACITÉ DU DROIT COMMUNAUTAIRE

##### Section I

###### La primauté du droit communautaire

140. Le problème : Les relations du droit communautaire et des droits nationaux des Etats-membres.....	147
141. La solution : La primauté du droit communautaire.....	148

##### Section II

###### Les conditions générales d'application du droit communautaire

142. Plan.....	149
143. Introduction du droit communautaire dans le droit national.....	149
144. L'application et l'interprétation uniforme du droit communautaire.....	150
145. La continuité du droit communautaire.....	150
146. Les facilités techniques d'accès au droit communautaire.....	151
147. Les dispositions pour imposer le respect du droit communautaire.....	152

##### Section III

###### L'application supranationale du droit communautaire

148. Le caractère supranational de la C.E.E.....	154
149. L'application du droit communautaire dans les Etats-membres : application directe et effet immédiat.....	154
150. L'application du droit communautaire aux Etats-membres : l'Etat « administré ».....	156
151. L'application du droit communautaire par les Etats-membres.....	157
152. Le respect du droit communautaire par les Etats-membres dans l'exercice de leurs compétences nationales.....	158

### CHAPITRE 14

#### LA COMMUNAUTÉ ET LES DROITS NATIONAUX

153. Plan.....	161
----------------	-----

##### Section I

###### L'harmonisation des droits nationaux

154. Objectifs.....	161
155. Fondements.....	162
156. Méthodes.....	163

##### Section II

###### L'application supranationale de règles du droit national

157. La Convention de Bruxelles sur la compétence judiciaire et l'ensemble des décisions en matière civile et commerciale.....	164
158. Dispositions diverses.....	165

## QUATRIÈME PARTIE

### LA JURIDICTION

#### CHAPITRE 15

#### LA JURIDICTION

159. Plan.....	169
----------------	-----

##### Section I

###### Généralités-organisation

160. Organisation.....	170
161. La Cour. Jurisdiction interne des Communautés.....	170

**Section II****Compétence**

162. Généralités .....	171
------------------------	-----

**I. — Les compétences de la Cour (C.E.E.)**

163. Le contentieux de l'annulation .....	172
164. L'interprétation .....	174
165. La pleine juridiction .....	175
166. Le contentieux de la répression .....	177
167. L'arbitrage .....	177
168. La Cour, jurisconsulte .....	178

**II. — Les compétences de la Cour (C.E.E.A.)**

169. La Cour de justice et la C.E.E.A. ....	178
---	-----

**III. — Les compétences de la Cour (C.E.C.A.)****A. — Le contentieux de la légalité.**

170. Le contentieux de droit commun .....	179
171. Les recours particuliers .....	181

**B. — L'interprétation**

172. L'interprétation .....	181
-----------------------------	-----

**C. — La pleine juridiction**

173. Le contentieux de la responsabilité .....	182
174. Autres contentieux .....	182

**D. — Recours divers**

175. Recours divers .....	183
---------------------------	-----

**Section III****La procédure**

176. Généralités .....	183
------------------------	-----

**CINQUIÈME PARTIE****LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

177. Généralités. Plan .....	187
------------------------------	-----

**CHAPITRE 16****LE BUDGET DES COMMUNAUTÉS****Section I****Contenu. Présentation du budget**

178. Plan .....	189
-----------------	-----

**I. — Les dépenses de fonctionnement**

179. Généralités .....	190
------------------------	-----

**II. — Les recettes**

180. Evolution .....	190
----------------------	-----

**A. — Recettes C.E.E. et C.E.E.A.**

181. Destination .....	191
182. Compositions des recettes .....	192

**B. — Recettes C.E.C.A.**

183. Les recettes C.E.C.A. ....	192
---------------------------------	-----

**C. — Le mécanisme financier correcteur**

184. Le mécanisme financier correcteur .....	193
--	-----

**III. — Le budget, contenu, présentation, structure.**

185. Définition. Budgets supplémentaires ou rectificatifs .....	194
186. Contenu. Structure .....	195
187. Présentation en unités de comptes (U.C.E.) .....	195

## Section II

## Le pouvoir budgétaire

## I. — Les principes

188. L'annualité .....	196
189. L'équilibre .....	197
190. L'unité .....	197
191. Universalité et non-affectation .....	198
192. Règles de présentation et d'utilisation des crédits .....	198

## II. — Préparation et adoption du budget

193. Préparation et adoption du budget .....	198
--	-----

## Section III

## Technique budgétaire

## I. — Séparation des ordonnateurs et des comptables

194. Le principe .....	200
195. Ordonnateurs. Délégations .....	200
196. Les comptables .....	202

## II. — Les recettes

## A. — Dispositions générales

197. La perception des recettes .....	202
---------------------------------------	-----

## B. — Les ressources propres

198. Généralités. Le Comité consultatif des ressources propres .....	204
199. La constatation .....	204
200. La mise à la disposition. La trésorerie .....	205
201. Les contrôles .....	205

## C. — L'assistance mutuelle pour le recouvrement des recettes

202. Le mécanisme de l'assistance mutuelle .....	206
--	-----

## III. — Les dépenses

203. Engagement. Contrôle financier .....	207
204. Liquidation .....	208
205. Ordonnement. Contrôle financier .....	208
206. Paiement .....	208

## Section IV

## Contrôles financiers

207. Les divers contrôles. Textes .....	209
---	-----

## I. — Ordonnateurs et comptables. Contrôle. Responsabilité

208. Les contrôles .....	209
209. La responsabilité .....	210

## II. — La reddition et la vérification des comptes

210. La Cour des comptes. Statut .....	211
211. La Cour des comptes. Compétence .....	212
212. Le compte de gestion .....	212
213. Le bilan financier .....	214
214. La reddition et la vérification des comptes .....	214

## CHAPITRE 17

INTERVENTIONS FINANCIÈRES  
ET DÉPENSES EN CAPITAL

215. Plan .....	215
-----------------	-----

## Section I

## Les interventions économiques

## I. — C.E.E. et C.E.E.A.

## A. — Le F.E.O.G.A.

216. Mission .....	216
217. Régime financier .....	217
218. Gestion. Contrôles .....	217

## B. — Le Fonds de développement régional (F.E.D.R.)

219. Le F.E.D.R. (renvoi) .....	219
---------------------------------	-----

C. — Le budget de recherches et d'investissement  
(C.E.E.-C.E.E.A.)

220. Le budget de recherche Euratom. Inclusion dans le budget des Communautés .....	219
221. Régime juridique. Ressources .....	219
222. Dépense .....	220

223. Présentation fonctionnelle.....	220
224. Le Centre commun de recherche (renvoi).....	221
D. — <i>Un système autonome de financement : la Banque européenne d'investissements (B.E.I.)</i>	
1° <i>Mission générale.</i>	
225. Mission générale de la B.E.I.....	222
2° <i>Organisation-gestion.</i>	
226. Membres.....	223
227. Statuts, privilèges, sièges.....	223
228. Le Conseil des gouverneurs.....	223
229. Le Conseil d'administration.....	224
230. Le Comité de direction.....	225
231. Le contrôle.....	226
232. Les relations extérieures de la B.E.I.....	226
233. Suspension d'activité. Liquidation.....	226
3° <i>Les ressources.</i>	
234. Le capital.....	227
235. Les prêts spéciaux productifs d'intérêt.....	227
236. Autres ressources.....	228
4° <i>Les emplois.</i>	
237. Destination.....	228
238. Prêts et garanties. Forme. Bénéficiaires.....	228
239. Procédure.....	229
240. Règles générales de gestion.....	230

## II. — Intervention C.E.C.A.

241. Aides à la recherche.....	231
242. Intervention C.E.C.A. et investissements.....	231

## Section II

### Interventions sociales

#### I. — Le Fonds social européen (F.S.E.)

243. Généralités. Les réformes du F.S.E.....	232
244. Mission du F.S.E.....	232
245. Gestion. Comité du Fonds.....	235
246. Financement du Fonds.....	236

#### II. — Les interventions C.E.C.A.

247. Le emploi des travailleurs.....	237
--------------------------------------	-----

## Section III

### Les interventions extérieures

248. Aides extérieures.....	238
-----------------------------	-----

## LIVRE II

### DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

249. Généralités. Plan.....	241
-----------------------------	-----

## PREMIERE PARTIE

### LE MARCHÉ INTÉRIEUR

250. Plan.....	243
----------------	-----

## PREMIÈRE SOUS-PARTIE

### LA LIBERTÉ DE CIRCULATION

251. Plan.....	244
----------------	-----

## CHAPITRE 18

### LA LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

252. Le désarmement douanier. Objet.....	245
253. La suppression des droits de douane (procédure initiale).....	245
254. Les accélérations.....	246
255. La suppression des restrictions quantitatives.....	247
256. Incertitudes du marché intérieur.....	247

## CHAPITRE 19

**LA LIBERTÉ D'ÉTABLISSEMENT (NON SALARIÉS)  
ET DES PRESTATIONS DE SERVICE (ART. 52 A 66)**

257. La liberté d'établissement .....	249
<b>I. — Les principes</b>	
258. Les principes : liberté d'établissement ; non-discrimination .....	249
259. Les services .....	250
260. Les dérogations .....	251
<b>II. — L'application par les organes communautaires</b>	
261. Les moyens d'action .....	252
262. La mission des organes communautaires .....	253
<b>III. — L'harmonisation des législations concernant l'accès aux professions</b>	
263. L'harmonisation des législations nationales .....	254

## CHAPITRE 20

**LE MARCHÉ COMMUN DU TRAVAIL  
(Liberté d'établissement des salariés. Politique sociale)**

264. Généralités. Plan .....	256
------------------------------	-----

**Section I****La liberté d'établissement**

265. Les principes .....	258
266. Les mesures d'application .....	259
267. La C.E.C.A. et la mobilité de la main-d'œuvre .....	260

**Section II****La politique de la formation professionnelle  
et de l'emploi**

268. Le marché commun de l'emploi .....	261
269. La formation professionnelle .....	262
270. La mobilité de la main-d'œuvre .....	263

**Section III****La politique d'égalisation des conditions de vie  
et de travail**

271. L'harmonisation des conditions de vie et de travail .....	264
272. La C.E.C.A. et les salaires (Traité de Paris, art. 68) .....	266

## CHAPITRE 21

**LE MARCHÉ COMMUN ET LES CAPITAUX**

273. Plan .....	268
-----------------	-----

**Section I****Les paiements**

274. Les paiements courants .....	268
-----------------------------------	-----

**Section II****La libération des capitaux****I. — La circulation intracommunautaire des capitaux**

275. Contenu du Traité .....	269
------------------------------	-----

**A. — L'organisation de la libération des capitaux**

276. Les principes .....	270
277. La libération progressive des capitaux .....	270
278. La non-discrimination .....	270
279. Les dispositions d'application .....	271
280. Les capitaux et la liberté d'établissement et de prestation de services .....	271

<i>B. — Le contrôle de la circulation des capitaux dans la Communauté</i>	
281. Problèmes généraux .....	272
282. Le cas de perturbation dans le marché des capitaux des Etats membres .....	272
283. Le cas de crise de la balance des paiements .....	272
284. Le Plan Werner et le contrôle des capitaux .....	273

## II. — La Communauté et les mouvements internationaux de capitaux

285. La coordination des rapports de change avec les tiers .....	274
--	-----

### Section III

#### Les problèmes du marché commun des capitaux

286. La libre circulation des capitaux ne suffit pas à créer un marché commun des capitaux .....	275
287. Le marché commun des capitaux et l'U.E.M. Le Plan Werner .....	276
288. Les éléments d'un marché commun des capitaux .....	277

#### I. — L'offre de capitaux : le marché commun de l'épargne

289. Le problème général des ressources destinées aux investissements .....	278
290. La libération de l'épargne .....	280
291. La politique de l'épargne .....	282

#### II. — La demande de capitaux

##### A. — La liberté de la demande

292. La liberté d'accès au marché des capitaux .....	283
293. La discipline de la demande .....	283

##### B. — Le problème des investissements privilégiés

294. Le problème .....	284
------------------------	-----

#### III. — L'ajustement de l'offre et de la demande

295. Les circuits de financement dans la Communauté .....	286
---	-----

## DEUXIÈME SOUS-PARTIE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

296. Plan .....	289
-----------------	-----

### CHAPITRE 22

#### LES PRATIQUES CONTRAIRES A LA SAINE CONCURRENCE

##### Section I

##### Le dumping (art. 91)

297. Les mesures contre le dumping .....	291
--	-----

##### Section II

##### Ententes et positions dominantes

##### I. — Ententes et positions dominantes (C.E.E.)

###### A. — Les ententes (art. 85)

298. Les pratiques illicites .....	293
299. Les possibilités de validation .....	294
300. La répression .....	294

###### B. — L'abus de position dominante (art. 86)

301. La répression des abus .....	295
-----------------------------------	-----

###### C. — La politique de concentration

302. La politique de concentration .....	295
--	-----

##### II. — Ententes et monopoles (C.E.C.A.)

###### A. — Les ententes (art. 65)

303. Les pratiques interdites .....	297
304. Les possibilités de validation .....	297
305. Contrôles et sanctions .....	298

B. — <i>Les concentrations</i> (art. 66)	
306. Les différences entre les articles 65 et 66.....	299
307. L'autorisation préalable.....	299
308. La détermination des concentrations illicites.....	300
309. Contrôles et sanctions.....	301
C. — <i>L'abus de position dominante</i> (art. 66-7)	
310. L'abus de position dominante.....	302

### Section III

#### Le régime des prix charbon-acier

##### I. — Interdictions des discriminations

311. La non-discrimination. Principe.....	303
312. Les moyens d'assurer le respect de la non-discrimination.	304
313. Les discriminations pratiquées par les personnes autres que les entreprises productrices.....	304

##### II. — La réglementation des prix par la Haute Autorité (Commission)

314. La fixation des prix par la Haute Autorité (Commission).	305
---	-----

##### III. — Les mécanismes financiers (systèmes de compensation)

315. Les mécanismes de compensation.....	306
--	-----

##### IV. — Sanctions

316. Les sanctions de la réglementation des prix.....	307
---	-----

## CHAPITRE 23

### LES PRATIQUES DISCRIMINATOIRES DU FAIT DES ÉTATS. LE CONTRÔLE DES AIDES FINANCIÈRES NATIONALES

317. Généralités. Plan.....	308
-----------------------------	-----

#### Section I

##### Le régime général (art. 92-94)

318. Les critères. Aides incompatibles. Dérogations.....	309
319. Les procédures.....	310

320. L'application des articles 92 à 94. Le principe.....	311
321. Difficultés et limites.....	312

### Section II

#### Applications régionales et sectorielles

##### I. — Les aides sectorielles

322. Le contrôle des aides sectorielles.....	313
323. Les résultats : enseignements généraux.....	313

##### II. — Les applications régionales

324. Le problème des aides régionales.....	315
325. La coordination des aides à finalité régionale.....	316
326. Les contrôles.....	317

##### III. — Les aides nationales à portée générale

327. Les aides à portée générale.....	317
328. Les participations financières temporaires par l'intermédiaire d'organismes financiers publics.....	318

##### IV. — Les aides et interventions nationales (C.E.C.A.)

329. Aides, subventions, charges spéciales (art. 4-c).....	319
330. Interventions diverses produisant des distorsions de la concurrence (art. 67).....	319
331. Interventions tarifaires.....	320
332. Aides nationales aux charbonnages.....	321

## CHAPITRE 24

### LA POLITIQUE FISCALE

333. Plan.....	322
----------------	-----

#### Section I

##### La politique fiscale : sources, évolution, définition

##### I. — Les sources de la politique fiscale

334. Les dispositions du traité de Rome.....	323
335. Le développement de la politique fiscale.....	323

<b>II. — Définition de la politique fiscale</b>	
336. Originalité de la politique fiscale commune.....	325
A. — Objectifs	
337. Les solutions aux problèmes fiscaux entre Etats membres	325
338. La solution de problèmes fiscaux spécifiquement communautaires.....	326
B. — Méthodes	
339. Méthodes classiques améliorées.....	327
340. Méthodes communautaires.....	328
C. — Le système fiscal communautaire	
341. Le système fiscal communautaire : vue d'ensemble.....	328

### Section II

#### Les mesures contre les discriminations, doubles impositions, évasion fiscale

<b>I. — Le problème des doubles impositions</b>	
342. Le problème des doubles impositions.....	330
<b>II. — L'élimination des discriminations et doubles impositions (Impôts de consommation)</b>	
343. Le système de compensation aux frontières.....	330
344. Le respect de la non-discrimination : les consultations préalables.....	332
345. Le respect de la non-discrimination : le rôle de la Commission et de la Cour de Justice.....	332

### III. — L'évasion fiscale

346. Le problème de l'évasion fiscale.....	332
347. Les moyens de lutte contre l'évasion fiscale.....	333

### Section III

#### L'harmonisation des législations fiscales

348. Généralités. Plan.....	334
-----------------------------	-----

### I. — Politique fiscale et imposition des entreprises

#### A. — Fiscalité de l'entreprise et objectifs communautaires

349. Fiscalité de l'entreprise et concurrence.....	335
350. Fiscalité de l'entreprise et politique industrielle.....	335
B. — Travaux et mesures d'application	
351. L'imposition des bénéfices des sociétés.....	337
352. L'impôt et la structure des sociétés.....	338
353. Dispositions spéciales à certaines catégories de sociétés.....	339
<b>II. — Politique fiscale et impôts de consommation</b>	
A. — Les droits de consommation (accises)	
354. La C.E.E. et les accises.....	339
B. — Les taxes sur le chiffre d'affaires	
355. Le problème des T.C.A. Les directives.....	340
356. La sixième directive (17 mai 1977).....	341

### CHAPITRE 25

#### LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

357. Les raisons d'une protection du consommateur.....	342
358. Les initiatives communautaires.....	343
359. Les éléments d'une politique générale.....	343
360. Objectifs et méthodes de la politique de protection du consommateur.....	344

### DEUXIEME PARTIE

#### LE MARCHÉ COMMUN AGRICOLE

### CHAPITRE 26

#### LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

361. Plan.....	347
----------------	-----

### Section I

#### Le particularisme de l'agriculture

362. Raisons générales de la politique agricole.....	348
--	-----

**Section II****Principes généraux du Traité  
et mesures d'application**

363. Principes fondamentaux du Marché commun agricole.. 349

**I. — Application et adaptation du Traité**364. Le principe : l'application du droit communautaire  
(art. 38-2)..... 349365. L'adaptation de la législation communautaire à l'agri-  
culture . . . . . 350**II. — Les bases de la politique agricole**

366. Le fondement juridique (art. 38-4)..... 351

367. Objectifs et modalités..... 351

**III. — Les mesures d'application**

368. Les textes d'application..... 352

369. Textes généraux..... 353

370. Textes par produits..... 353

**Section III****La politique agricole**

371. Notion générale de la politique agricole..... 353

**I. — Le Marché commun agricole****A. — Produits soumis au droit commun**

372. L'application du Traité à certains produits..... 355

**B. — Les organisations de marché**

373. Mécanisme général..... 355

374. L'unification des prix agricoles..... 356

375. Les prix agricoles et les crises monétaires..... 356

376. Les interventions publiques..... 358

377. Les comités de gestion..... 358

**II. — La politique des structures agricoles**

378. La politique des structures agricoles..... 358

379. La politique de la pêche..... 360

**III. — Le financement de la politique agricole**

380. Le F.E.O.G.A. .... 361

**IV. — Le Marché commun agricole et les tiers**

381. Le Marché commun, zone d'échanges privilégiés..... 361

**TROISIÈME PARTIE****LA POLITIQUE INDUSTRIELLE****CHAPITRE 27****LA POLITIQUE INDUSTRIELLE GÉNÉRALE**

382. Généralités. Plan..... 364

**Section I****Les raisons et les principes  
d'une politique industrielle**

383. La Communauté et ses objectifs industriels..... 366

384. La Communauté et les problèmes industriels..... 368

385. La politique industrielle : aspects généraux..... 369

386. Les applications de la politique industrielle commune.. 370

**Section II****Le cadre politique de l'industrie**

387. La politique industrielle, politique d'ensemble..... 371

**Section III****La politique des moyens industriels****I. — Moyens techniques**

388. Les politiques industrielles sectorielles..... 372

**II. — Moyens financiers**

389. Les instruments financiers du développement industriel. 373

**III. — Moyens juridiques****A. — L'harmonisation du milieu juridique**

390. Les marchés publics..... 374  
 391. L'harmonisation des normes techniques..... 376

**B. — Les instruments juridiques**

392. Les instruments juridiques..... 377

**Section IV****L'adaptation des industries**

393. La politique de l'entreprise..... 378  
 394. La politique des secteurs industriels..... 379

**Section V****Les relations extérieures dans le secteur industriel**

395. Raisons de la politique industrielle extérieure..... 381  
 396. Contenu de la politique industrielle extérieure..... 382

**CHAPITRE 28****UN SECTEUR DE L'INDUSTRIE : LA C.E.C.A.****I. — Le fondement des interventions**

397. L'information..... 384  
 398. La prévision..... 386

**II. — Les interventions de conjoncture (art. 57 à 59)**

399. Les diverses hypothèses..... 386  
 400. Le caractère subsidiaire des interventions directes  
 C.E.C.A. (art. 57)..... 387  
 401. La réduction de la demande : les quotas (art. 58)..... 387  
 402. La pénurie..... 388

**III. — Interventions C.E.C.A. et développement**

403. Généralités. Renvoi..... 389

**CHAPITRE 29****UN SECTEUR DE L'INDUSTRIE : L'EURATOM****I. — L'approvisionnement****A. — Principes généraux**

404. Principes généraux..... 390

**B. — L'Agence****1° L'Agence**

405. Organisation. Conditions générales de fonctionnement. 391  
 2° Produits en provenance de la Communauté

406. Le droit d'option..... 392  
 407. L'Agence, intermédiaire entre les producteurs et les  
 utilisateurs..... 393  
 408. Le droit d'option et les matières fissiles spéciales..... 393  
 3° Produits ne provenant pas de la Communauté

409. Le monopole des importations..... 394

**C. — Autres interventions de la Communauté**

410. Les prix..... 394  
 411. La prospection, la production, le stockage..... 395

**II. — Les industries nucléaires****A. — Les investissements**

412. Le contrôle général de la C.E.E.A. sur les investissements 396

**B. — Les entreprises communes**

413. La création : conditions et procédure..... 397  
 414. Le régime juridique..... 397  
 415. Les avantages particuliers..... 398

**III. — Conséquences de la crise pétrolière**

416. La crise du pétrole et l'Euratom..... 398

**CHAPITRE 30****LA POLITIQUE DE LA RECHERCHE**

417. Généralités. Plan..... 400

**Section I****Le problème général de la recherche et de la science**

418. Plan .....	401
<b>I. — Définitions. Notions générales</b>	
419. Les éléments de la recherche.....	401
<b>II. — L'importance de la recherche</b>	
420. La recherche fondement de la puissance moderne.....	402
<b>III. — Les exigences de la recherche</b>	
421. Les impératifs techniques.....	402
422. Les impératifs financiers.....	403
423. Les impératifs politiques.....	403
<b>IV. — La politique de la recherche</b>	
424. Le contenu.....	404
425. Nécessité d'une coopération internationale.....	404

**Section II****La politique commune de la recherche**

426. Généralités. Plan .....	405
<b>I. — Les bases institutionnelles</b>	
427. Les organes de gestion.....	406
428. La programmation de la recherche.....	408
429. L'exécution des programmes : le centre commun de recherches .....	408
<b>II. — La politique commune de la science et de la recherche</b>	
430. Les éléments de la politique de recherche.....	409
A. — <i>Le Marché commun scientifique</i>	
431. Le marché intérieur.....	410
B. — <i>L'harmonisation des politiques nationales</i>	
432. L'harmonisation .....	412

**C. — Les actions communes**

433. Les programmes communs. Généralités.....	413
434. Les programmes : actions directes et indirectes.....	414
435. Les actions entreprises en coopération avec des tiers....	415

**Section III****La C.E.C.A. et l'Euratom****Sous-section I. — La C.E.C.A.**

436. La recherche C.E.C.A.....	417
--------------------------------	-----

**Sous-section II. — L'Euratom et la recherche****I. — La recherche**

437. Les compétences de la Communauté.....	419
--	-----

**A. — La Communauté et les recherches poursuivies dans les Etats membres**

438. La coordination par la Communauté.....	419
439. L'aide de la Communauté.....	420

**B. — Les recherches communautaires**

440. Caractères généraux.....	420
441. Les programmes.....	421
442. L'enseignement .....	422

**II. — La diffusion des connaissances**

443. La diffusion des connaissances.....	422
--	-----

**III. — La protection sanitaire**

444. La protection sanitaire.....	422
-----------------------------------	-----

**CHAPITRE 31****LA POLITIQUE DE L'ÉNERGIE**

445. Généralités. Plan.....	424
-----------------------------	-----

## Section I

## Aspects généraux

446. Généralités. Plan.....	426
-----------------------------	-----

I. — Fondement de la politique énergétique :  
information, prévision

447. Information et prévision énergétique.....	427
--	-----

## II. — L'énergie élément du marché intérieur

448. L'énergie et la liberté de circulation et d'établissement..	428
--	-----

449. L'énergie et les règles de concurrence.....	429
--	-----

## III. — L'énergie activité industrielle

450. La recherche .....	430
-------------------------	-----

451. L'adaptation des structures industrielles énergétiques..	431
---	-----

452. Les investissements.....	431
-------------------------------	-----

453. L'environnement.....	432
---------------------------	-----

IV. — Le problème de la dépendance énergé-  
tique et de l'approvisionnement

## A. — La réduction de la dépendance

454. Dispositions autonomes.....	432
----------------------------------	-----

## B. — L'approvisionnement

455. Problèmes généraux .....	434
-------------------------------	-----

456. L'évolution de la politique de l'approvisionnement .....	436
---	-----

457. Les premiers efforts de concertation internationale .....	436
--	-----

## Section II

## Les secteurs de l'énergie

## I. — Le charbon

458. Le Traité C.E.C.A. et la politique du charbon.....	437
---	-----

459. Le problème du charbon et les débuts de la politique de l'énergie .....	438
---	-----

460. Aspects nouveaux de la politique du charbon.....	438
---	-----

## II. — L'atome

461. Renvoi .....	440
-------------------	-----

## III. — Le pétrole

## A. — L'information

462. L'information .....	440
--------------------------	-----

## B. — Le marché intérieur

463. Le marché intérieur.....	441
-------------------------------	-----

## C. — La politique industrielle

464. Le développement des industries pétrolières.....	442
---	-----

## D. — La réduction de la dépendance extérieure

465. La réduction de la dépendance extérieure.....	443
--	-----

466. Les difficultés d'approvisionnement : la directive du 24 juillet 1973 .....	444
---	-----

467. Les difficultés d'approvisionnement : la décision du 14 février 1977 .....	445
--	-----

468. Les difficultés d'approvisionnement : la décision du 7 novembre 1977 .....	445
--	-----

469. Le régime des importations et des exportations.....	446
--	-----

470. La recherche de nouvelles sources d'approvisionnement..	446
--	-----

471. Les relations avec les pays producteurs et les pays consommateurs .....	447
---	-----

## IV. — Le gaz naturel

472. Le gaz naturel .....	447
---------------------------	-----

## V. — L'électricité

473. L'électricité .....	448
--------------------------	-----

## CHAPITRE 32

LES TRANSPORTS  
LA POLITIQUE DES TRANSPORTS

474. Généralités .....	450
------------------------	-----

474bis Propositions pour une nouvelle politique des transports (Communication du 24 octobre 1973).....	451
---	-----

475. Organes compétents .....	452
-------------------------------	-----

476. Plan .....	453
-----------------	-----

**Section I****Le transport élément de la politique de concurrence**

477. L'article 76 et la clause « standstill ».....	453
478. L'interdiction des discriminations tarifaires (art. 79)....	454
479. Les tarifs de soutien (art. 80).....	455
480. Dispositions diverses.....	455

**Section II****La politique commune****I. — Généralités**

481. Objectif général.....	456
482. Compétences des organes communautaires. Objet.....	456
483. Compétences des organes communautaires. Conditions d'exercice.....	457
484. Consultations préalables.....	458

**II. — La politique commune et les aspects techniques du transport (la circulation)**

485. Objectifs et mesures d'application.....	459
--	-----

**III. — Le transport. L'exploitation****A. — Objectifs et conception générale**

486. Documents de base.....	460
487. Objectif général.....	461
488. Principes.....	461
489. Domaines intéressés par la politique des transports. Difficultés tarifaires.....	462

**B. — Mesures d'application****1° Mesures non tarifaires**

490. L'harmonisation des conditions de concurrence.....	462
491. L'imputation des coûts d'infrastructure.....	464
492. Les règles de concurrence.....	464
493. L'accès au marché.....	465

**2° Dispositions tarifaires**

494. Dispositions tarifaires.....	467
-----------------------------------	-----

**QUATRIÈME PARTIE****L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE (U.E.M.)**

495. Plan.....	469
----------------	-----

**PREMIÈRE SOUS-PARTIE****CHAPITRE 33****GÉNÉRALITÉS SUR L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE**

Définitions. Historique. Fondements.....	470
--	-----

**Section I****Notions générales**

496. Les raisons d'une politique monétaire.....	470
497. La notion d'union monétaire.....	471
498. Le problème de l'union monétaire.....	472
499. Les bases de l'union monétaire : la solidarité.....	472
500. Les bases de l'union monétaire : l'homogénéité économique.....	473
501. La politique monétaire et la création de l'union monétaire.....	473

**Section II****L'union économique et monétaire. Historique**

502. La première politique monétaire 1964-1968.....	474
503. Les crises monétaires depuis 1968.....	474
504. Les éléments de la politique monétaire depuis 1968.....	475

**Section III****Les principes de la politique économique et monétaire**

505. Le rapport Werner.....	476
506. La résolution du 22 mars 1971.....	478
506 bis. Vers un renouveau de la politique monétaire. Le Conseil de Brème, 6 et 7 juillet 1978.....	479

**DEUXIÈME SOUS-PARTIE****CHAPITRE 34****LES OBJECTIFS MONÉTAIRES****Section I****Convertibilité et solidarité****I. — Le rapport Werner et la résolution du 22 mars 1971****A. — Le rapport Werner**

507. Les parités fixes.....	481
508. La convertibilité illimitée.....	482

**B. — La résolution du 22 mars 1971**

509. Objectifs monétaires.....	483
--------------------------------	-----

**II. — Mesures d'application****A. — La convertibilité illimitée et à taux fixe**

510. La convertibilité illimitée.....	484
511. La convertibilité à taux fixe.....	485
512. Les crises du dollar et leurs conséquences : la réduction des marges de fluctuation.....	485
513. Les crises du dollar et leurs conséquences : la création du Fonds européen de coopération monétaire.....	486

**B. — La solidarité monétaire**

514. Les dispositions du Traité de Rome.....	488
515. Les aides à court, moyen et très court terme.....	488
516. Les emprunts communautaires et l'aide aux balances des paiements des Etats frappés par la crise pétrolière.....	490
517. Emprunts communautaires destinés aux investissements.....	491

**Section II****La politique monétaire extérieure**

518. Les relations monétaires extérieures.....	491
519. La crise du dollar et les relations monétaires extérieures.....	492
520. Le contrôle des mouvements internationaux de capitaux.....	493

**Section III****Les unités de compte communautaires**

521. Les unités de compte.....	493
--------------------------------	-----

**TROISIÈME SOUS-PARTIE****LES FONDEMENTS ÉCONOMIQUES  
DE L'UNION MONÉTAIRE**

522. Plan.....	496
----------------	-----

**CHAPITRE 35****L'INFORMATION ET LA PRÉVISION ÉCONOMIQUE  
ET FINANCIÈRE**

523. Généralités. Plan.....	497
-----------------------------	-----

**Section I****Généralités**

524. Les raisons et le rôle de l'information.....	498
525. Formes et objet de l'information et de la prévision.....	499
526. Prévision et efficacité.....	499

**Section II****Les bases et les moyens de l'information et de la prévision**

527. Travaux divers. Etudes. Enquêtes.....	500
528. L'office statistique des Communautés européennes.....	501

**Section III****L'information actuelle**

529. Les « indicateurs d'alerte ».....	502
--	-----

**Section IV****La prévision à court terme**

530. Le rôle de la prévision à court terme.....	503
531. Le budget économique dans les Communautés.....	503
532. L'utilisation de la prévision économique à court terme..	504

**Section V****La prévision à moyen et long terme**§ 1. — *Les projections économiques à moyen terme*

533. L'organe : le « groupe d'études des perspectives économiques à moyen terme ».....	505
534. La prévision économique.....	506

§ 2. — *Les programmes de politique à moyen terme*

535. Organes.....	507
536. La procédure. Préparation, adoption des programmes... ..	508
537. Les premiers programmes.....	508
538. Le quatrième programme.....	510
539. Portée et efficacité des programmes.....	511

**Section VI****Les prévisions particulières**

540. Les programmes régionaux.....	512
541. Les prévisions budgétaires pluriannuelles.....	512
542. Les prévisions et la politique sociale.....	513
543. Prévision et secteurs. L'agriculture.....	513
544. Prévision et secteurs. L'industrie.....	514
545. Prévision et politique de la recherche.....	515
546. La prévision sectorielle. Energie C.E.C.A. Euratom.....	516

## CHAPITRE 36

**LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE****Section I****Textes applicables et dispositions organiques**

547. Le Traité de Rome.....	517
548. Les textes d'application.....	518
549. Les dispositions organiques.....	519

**Section II****La politique à moyen terme**

550. Les raisons de la politique à moyen terme.....	520
551. La politique à moyen terme.....	522

**Section III****Les interventions à court terme****I. — La politique de conjoncture****A. — Généralités**

552. Fondements juridiques.....	522
553. Objectifs d'une politique de conjoncture.....	523
554. Définition.....	523

**B. — La politique de conjoncture**

555. Contenu de la politique de conjoncture.....	524
556. Le perfectionnement des instruments de la politique de conjoncture.....	524
557. L'harmonisation des politiques. 1) L'examen systématique des politiques nationales.....	525
558. L'harmonisation des politiques. 2) Les mesures de lutte contre l'inflation.....	526
559. L'harmonisation des politiques. 3) Le système permanent de consultations préalables.....	527

**II. — L'harmonisation des budgets des Etats membres****A. — Généralités : objectifs et principes**

560. Raisons et objectifs de l'harmonisation des budgets.....	528
561. Objet et principes de l'harmonisation des budgets.....	529

**B. — Méthodes****1° Les compétences communautaires**

562. Les moyens des organes communautaires.....	530
---	-----

**2° L'adaptation des budgets nationaux**

563. L'harmonisation de la présentation des budgets.....	531
564. Les programmes financiers pluriannuels.....	531
565. Les méthodes de « modulation » des dépenses publiques..	532

**C. — Mesures d'application**

566. Mesures d'application.....	533
---------------------------------	-----

**III. — La coopération des banques centrales**

567. La coopération des banques centrales.....	534
--	-----

## Section IV

## L'application par les Etats membres de la politique économique commune

568. La directive 74/121/C.E.E.....	534
-------------------------------------	-----

## CHAPITRE 37

## LA POLITIQUE RÉGIONALE

569. Généralités. Plan.....	537
-----------------------------	-----

## Section I

## La conception générale de la politique régionale

570. Pourquoi une politique régionale ?.....	538
571. La variété des problèmes régionaux.....	539
572. Les programmes régionaux.....	539
573. La mise en œuvre de la politique régionale : les principes..	540
574. Nouvelles propositions pour la politique régionale .....	542

## Section II

## Les premières applications de la politique régionale

575. Les mesures adoptées.....	542
--------------------------------	-----

## I. — Généralités. Dispositions institutionnelles

576. Généralités. Objectifs.....	543
577. Institutions de la politique régionale .....	544
578. Les programmes de développement régional.....	545

## II. — Le fonctionnement du Fonds

579. Le régime financier du Fonds .....	546
580. Le concours du Fonds. Conditions .....	546
581. Le concours du Fonds. Procédure .....	547
582. Le concours du fonds. Contrôles.....	548

## LIVRE III

## LES RELATIONS EXTÉRIEURES

583. Généralités. Plan.....	553
-----------------------------	-----

## CHAPITRE 38

## LES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

## Section I

## Les organes et les compétences extérieures

## I. — Les relations extérieures (C.E.E. Euratom)

584. Les compétences des communautés.....	554
585. La conclusion d'accords communautaires internationaux.	555
586. La C.E.E. et les organisations internationales .....	556
587. Les relations diplomatiques avec les Etats tiers.....	556
588. La portée des compétences communautaires. L'arrêt de la cour du 31 mars 1971.....	557
589. Les relations extérieures de l'Euratom.....	558

## II. — Les relations extérieures de la C.E.C.A.

590. Les relations extérieures de la C.E.C.A.....	558
591. Tarifs douaniers, restrictions quantitatives, accords commerciaux.....	559
592. La défense commune .....	560

## Section II

## Les Traités conclus par les Etats membres

593. La C.E.E.....	561
594. La C.E.E.A.....	562
595. La C.E.C.A.....	562

## CHAPITRE 39

**LES RELATIONS EXTÉRIEURES FONDAMENTALES :  
UNION DOUANIÈRE ET POLITIQUE COMMERCIALE  
COMMUNE. LES RELATIONS ÉCONOMIQUES  
AVEC LES ÉTATS-UNIS**

## Section I

## La politique douanière

## I. — Le territoire douanier

596. Le territoire douanier.....	563
----------------------------------	-----

## II. — Le tarif extérieur commun (T.E.C.)

A. — *Le T.E.C. et le prélèvement. Présentation.  
Contenu*

597. La mise en place du T.E.C.....	564
598. Le prélèvement agricole.....	565
599. Présentation du T.E.C. et du prélèvement.....	566

B. — *Modifications. Assouplissement du T.E.C.*

600. Procédures.....	567
601. Préférences et contingents.....	567
602. Préférences généralisées.....	568

III. — **L'harmonisation des législations douanières**

603. La mise en place définitive du T.E.C.....	568
--	-----

## Section II

## La politique commerciale

## Sous-Section I

## La politique commerciale transitoire

604. La politique commerciale pendant la période de transition.....	569
---	-----

## Sous-section II

## La politique commerciale commune

I. — **Les fondements : le Traité et le programme de politique commerciale**

605. La politique commerciale définitive.....	570
606. Le programme de politique commerciale.....	572

II. — **La politique commerciale. Son application**

607. Le régime communautaire des accords commerciaux....	573
608. La politique de l'importation.....	574
609. La politique de l'exportation.....	575
610. Les accords de coopération.....	576
611. Un début de coopération économique communautaire : l'accord C.E.E.-Canada.....	577

## Section III

## Les relations économiques avec les États-Unis

612. Les échanges commerciaux.....	579
613. Les relations financières et monétaires.....	580

## CHAPITRE 40

## LES RELATIONS EXTÉRIEURES PRIVILÉGIÉES

614. Origine.....	581
615. Plan.....	582

## Section I

## Les dépendances des États membres (Pays et territoires d'outre-mer. Départements français d'outre-mer)

616. Les D.O.M.....	583
617. Les P.T.O.M.....	583
618. Adhésion des nouveaux membres.....	584

### Section II

#### Les A.C.P. et la Convention de Lomé

619. Les institutions.....	585
620. La coopération financière et technique.....	586
621. La coopération commerciale.....	586
622. La coopération industrielle.....	587

### Section III

#### La Méditerranée

623. Les accords bilatéraux. Bases juridiques et contenu.....	587
624. Vers une politique méditerranéenne d'ensemble.....	588
625. Méthodes envisagées.....	589

### Section IV

#### Les États de l'Association européenne de libre échange non candidats à l'adhésion

626. Les négociations. Les accords du 22 juillet 1972.....	590
627. Principes généraux.....	591
628. Les accords. Contenu.....	592

### Section V

#### Les pays en voie de développement (dispositions générales)

629. Généralités.....	592
630. L'aide alimentaire.....	593
631. Préférences généralisées et pays en voie de développement.....	594

<b>Bibliographie sommaire.....</b>	<b>597</b>
------------------------------------	------------

<b>Appendice.....</b>	<b>609</b>
-----------------------	------------

<b>Index alphabétique.....</b>	<b>615</b>
--------------------------------	------------

<b>Table des matières.....</b>	<b>625</b>
--------------------------------	------------